

04.04.2009 Manifestation pour le financement de l'AI Lausanne

Mesdames, Messieurs,

A quoi est-ce que joue le Conseil fédéral ? A quoi joue-t-il, alors que l'assurance invalidité est au bord du gouffre ? Est-ce vraiment le moment d'hésiter ? Est-ce vraiment le moment de tergiverser ? NON ! Il est temps de prendre nos responsabilités. Il est temps de décider ! Des dizaines de milliers de personnes, dans toute la Suisse, attendent que nous le fassions. Des dizaines de milliers de personnes ont besoin de cette assurance pour vivre.

Que dirons-nous à cette jeune femme en chaise roulante, atteinte de sclérose en plaques et qui compte sur sa rente pour vivre ?

Que dirons-nous à cette jeune famille, qui élève un enfant gravement handicapé et qui doit lui fournir des soins journaliers ?

Que dirons-nous à cet ouvrier, dont le dos est abimé par des années et des années de chantier ?

Et à cet homme, hospitalisé avec une grave dépression et qui ne peut plus travailler ?

L'assurance invalidité est indispensable. Elle fait partie des assurances les plus importantes que nous ayons. Elle fait partie de notre premier pilier d'assurances sociales. Nous ne pouvons pas la laisser s'enliser dans des déficits abyssaux. 12 milliards de dettes aujourd'hui. Plus encore demain et des déficits qui s'accumulent. Jusqu'où irons-nous ?

Nous devons trouver une solution de financement. Nous avons cette solution. Nous l'avons discutée longuement au Parlement. Nous avons enfin trouvé une solution qui convienne à tous les partis de la droite raisonnable à la gauche. Ce n'est sûrement pas une solution extraordinaire. Elle est minimaliste, mais c'est une solution à laquelle nous pouvons nous rallier.

Elle prévoit une augmentation proportionnelle de la TVA pendant 7 ans. C'est une augmentation, que nous avons réduite au maximum de 0,2 à 0,4 points. Ce sera tout juste suffisant. Ce n'est pas une augmentation définitive, mais seulement une augmentation temporaire, le temps de réduire les déficits. C'est une augmentation proportionnelle, qui touche moins les produits de première nécessité que les autres. Elle n'est donc pas antisociale.

Nous aurions dû voter le 17 mai. A cause des atermoiements du Conseil fédéral, nous voterons le 27 septembre. Cela nous donne quelques mois de plus pour convaincre la population. Le Conseil fédéral a eu peur, mais nous, nous n'avons pas peur ! Nous savons que la population tient à ses assurances sociales, à son AVS et à son AI en particulier. Elle ne laissera pas démanteler le premier pilier des assurances sociales.

Si l'Al coûte plus cher aujourd'hui, ce n'est pas à cause des abus, c'est parce que nous avons amélioré la prise en charge des personnes handicapées. Nous ne les laissons plus végéter dans des asiles plus ou moins bien tenus. Nous en prenons soin, nous leur offrons les soins médicaux nécessaires, la scolarisation, une formation et dans toute la mesure du possible, une insertion professionnelle. Nous les accompagnons et nous les aidons. Bien plus que cela : nous les aimons ! Et c'est pour cela qu'elles vivent plus longtemps, plus autonomes qu'avant et que leur nombre augmente. Autrefois, les personnes handicapées mouraient jeunes. Aujourd'hui, il n'est pas rare qu'elles arrivent à l'âge AVS. C'est un progrès, un magnifique progrès et nous ne regrettons pas d'en payer le coût. Comme nous ne regrettons pas que nos personnes âgées vivent plus longtemps.

Le 27 septembre, nous voterons OUI à l'augmentation de la TVA pour l'Al, parce que nous voulons que les personnes handicapées puissent vivre dignement, parce que nous voulons que les pressions sur l'assurance invalidité cessent, parce que nous en avons assez que les prestations diminuent. Nous voulons de bonnes assurances sociales, efficaces, sur lesquelles nous pourrions compter si un jour nous tombons malades, si un jour nous sommes âgés.

Aujourd'hui, nous voulons dire aux personnes handicapées que nous sommes avec elles. Nous nous engageons pour que le peuple vote OUI le 27 septembre. Nous disons au Conseil fédéral qu'il doit s'engager avec fermeté dans cette campagne. Il n'est plus temps d'hésiter. Nous voulons dire à tous les députés au Conseil national et au Conseil des Etats qui ont voté oui au financement de l'Al qu'ils s'engagent dès aujourd'hui et parlent haut et fort. Il faut convaincre. L'assurance invalidité en a absolument besoin. Nous comptons sur chacune et sur chacun de vous.